

法语阅读教材

(时文 II)

马碧云编

Table des matières

Leçon 6

Otages de Neuilly :

Le vrai récit 1

Leçon 7

Comment on devient "HB" 19

Leçon 8

Pologne, Ukraine, Biélorussie :

Les frontières se referment 31

Leçon 9

Israël-Palestine

Un barrage contre la paix ? 45

Leçon 6

Otages de Neuilly :

Le vrai récit

De l'irruption dans une classe de l'école maternelle Commandant-Charcot d'un homme en bleu bardé d'explosifs, le jeudi 13 mai à 9 h 30, à l'épilogue samedi 15 mai à l'aube, « le Point » a reconstitué la dramatique prise d'otages de Neuilly. Et révèle de nombreux détails sur ces heures terribles.

H.B. : l'incroyable menace

A 9 h 30, ce jeudi 13 mai, la directrice de l'école maternelle Commandant-Charcot, à Neuilly, n'en revient pas. L'une de ses institutrices, Laurence Dreyfus, pénètre en trombe dans son bureau, accompagnée de deux petits. Elle affirme qu'un homme vêtu d'une combinaison de motard bleue, le visage dissimulé par un casque intégral et une cagoule, l'a menacée d'un revolver. La directrice, incrédule, court vers la classe. Elle est à son tour braquée par un personnage fantomatique surgi d'on ne sait où. Il lui tend sans un mot un message dactylographié à remettre à la police. Il commence par ces mots : « A l'attention du ministre de l'Intérieur. Je ne serai pas pris vivant, je porte un sac rempli d'explosifs capables de tout détruire autour de moi et de faire beaucoup de victimes grâce aux centaines de billes d'acier que j'ai rajoutées. »

Plus loin, ce preneur d'otages d'un type exceptionnel réclame 100 millions de francs de rançon contre la vie des enfants et ajoute : « En cas de refus ou de

retard, les otages se verront infliger des sévices graves. Il sera pratiqué sur plusieurs d'entre eux une opération de prélèvement sanguin avec un débit variable pouvant conduire à des séquelles importantes ou à la mort. » Signé « H.B. »

H.B. Ces initiales font sursauter les policiers. Quelques jours auparavant, une petite bombe avait explosé dans un parking de Neuilly, revendiquée par un mystérieux H.B., qui avait averti par lettre trois commissariats et le ministre de l'Intérieur. Il avait annoncé pour la suite « des attentats avec victimes. »

« Une sorte de lettre d'accréditation », commente Charles Pasqua lorsqu'il reçoit ce curieux message. Un deuxième texte, sur lequel « H.B. » a écrit « confidentiel », est adressé par le preneur d'otages au ministre de l'Intérieur en échange de sa carte d'identité.

« H.B. » déroule, comme dans un jeu vidéo, un « plan de fuite » où les policiers devront faire croire qu'ils l'ont éliminé, alors qu'il serait parti, en réalité, avec la rançon et des otages endormis ... « Un vrai scénario pour film de série B. », gronde Charles Pasqua.

A l'école, pendant ce temps-là, la situation s'organise. Le RAID, unité d'élite, a pris possession des lieux, créant, selon sa tactique, un sas de protection autour de la « classe détournée ». Tout le monde devra passer par ce sas pour avoir accès au preneur d'otages qui se trouve isolé. Personne, en outre, ne pénètre dans le QG du RAID, installé au plus près de la salle de classe.

Deux autres PC sont mis en place : d'une part celui de la Criminelle et de la Brigade antigang, exploitent les renseignements qui arrivent ; d'autre part, celui des « autorités », c'est-à-dire le préfet, le procureur, le patron de la PJ-PP, et

bientôt Nicolas Sarkozy, le maire de Neuilly.

Le ministre du Budget rassure les parents rassemblés à l'écart dans un autre bâtiment. Il va négocier toute la journée avec beaucoup de courage la sortie des enfants. Charles Pasqua lui a recommandé de prendre garde à ne pas être pris lui-même en otage. Il restera donc toujours sur le pas de la porte de la classe sous la protection du chef du RAID, Louis Bayon.

Un hôpital de secours et une unité de réanimation sont dressés dans la cour. « Ou sent la mort qui rôde », songe furtivement le procureur Lyon-Caen en arrivant.

La rançon-record

« Il réclame 100 millions, confirme Sarkozy à Pasqua. Où va-t-on les prendre ? » Commence alors dans Paris une invraisemblable chasse aux billets usagés. Car le preneur d'otages ne veut pas de coupures neuves, évidemment plus faciles à trouver. Un premier policier se précipite à Neuilly avec un sac contenant 2 millions de francs qui proviennent de la Direction générale de la police. Un million, en liasses neuves, est mis de côté. H.B. réclame également des devises étrangères : dollars, marks, florins ...

A trois reprises, les policiers, sous escorte, font la navette entre la Banque de France, qui ramasse précipitamment tous ses vieux billets, et l'Intérieur, qui fait l'appoint avec ses fonds de tiroir. En fin d'après-midi, Matignon ouvre à son tour sa caisse : près de 7 millions sont apportés par le chef de cabinet de Balladur sous escorte de gendarmes. C'est 10 millions qui sont ainsi collectés. Pour en apporter plus, la Banque de France doit faire la tournée des succursales parisiennes. Mais

il lui faut du temps. Il est presque impossible de ramasser 100 millions en vingt-quatre heures.

Le « marchandage » terrifiant de Sarkozy

Le maire de Neuilly joue sur cette impossibilité pour faire reculer le premier ultimatum, le plus dangereux, fixé le jeudi à 16 heures. A cette heure-là, il est déjà parvenu à faire libérer 8 enfants sur 21. Coïncidence incroyable : le premier parent à pénétrer dans la classe est l'attaché de presse de Charles Pasqua, Jean-Marie de Morant, dont la fille, Daphné, est une des élèves. Lorsqu'il entre dans la classe obscure -- les fenêtres ont été obstruées par des dessins d'enfants -- introduit par le chef du RAID, le conseiller technique se trouve nez à nez avec un homme en cagoule qui porte à la ceinture une sorte de banane en cuir et à la main un déclencheur de bombes relié à la banane par deux fils blancs. D'un signe de tête, l'homme refuse que Jean-Marie de Morant se substitue à sa fille. Celle-ci dit spontanément « bonjour » à son père, qui est obligé de ressortir sans elle.

Le chef du RAID a visualisé deux dépôts de ce qui lui paraît être de la dynamite. En réalité, trois bâtons sont déposés devant la porte, deux devant une autre ; H.B. en porte 16 sur lui, fonctionnant avec un système de déclenchement très sophistiqué. Il peut mettre en marche le dispositif grâce à un bouton relié à une lumière rouge. Il peut choisir le « lot » d'explosifs qu'il veut faire sauter. Enfin, il tient à la main un petit détonateur qui se déclenche soit par relâchement -- « Si vous me tuez, je lâche le bouton et tout saute » -- soit par simple pression. H.B. peut passer d'un système à l'autre. Un dispositif terrifiant : si la charge saute, l'école entière peut exploser.

A 13 h 30, H.B. libère cinq premiers enfants (ceux qui paraissent les plus perturbés), en échange de différentes choses, dont la carte d'identité de Pasqua. A 15 heures, la fille de Jean-Marie de Morant sort avec deux autres gamins contre un poste de radio. Ensuite, c'est la venue d'un journaliste de TF1 qui va servir de monnaie d'échange.

A 16 heures, Nicolas Sarkozy explique au preneur d'otages qu'on ne peut pas réunir 100 millions et lui en propose 50. « De toute façon, vous n'auriez pas pu partir avec cette somme, tellement elle occupe de place. » H.B. qui a réclamé ce montant parce qu'il « avait une chance sur cent de s'en sortir » ironise : « Vous venez de doubler mes chances de réussite. » A chaque remise de sacs de jute bourrés d'argent, qui arrivent du ministère de l'Intérieur, des enfants sont libérés. Mais à la fin, la discussion devient difficile. Il réclame un haut-parleur pour s'exprimer dehors. Le RAID espère qu'il va se rendre aux toilettes à l'extérieur. Mais il utilise un petit lavabo dans un coin de la classe. Sarkozy part alors au ministère de l'Intérieur participer à une réunion au sommet et récupérer une autre partie de la rançon.

Conseil de guerre à l'Intérieur

Place Beauvau, Charles Pasqua dirige en effet une cellule de crise comprenant le préfet de police, le directeur de cabinet, son adjoint, le directeur de la police et le responsable de la Sécurité au cabinet. Il appelle Edouard Balladur à Matignon :

« Nicolas et le préfet des Hauts-de-Seine considèrent qu'il faut donner les 40 millions restants.

-- Je vais reveiller le directeur de la Banque de France, répond le Premier ministre.

-- De toute façon, ajoute Pasqua, pratique, on récupérera cet argent, il ne peut pas partir avec : 26 équipages de police sont postés sur tous les itinéraires de fuite dans toute la région. »

Edouard Balladur se rend alors lui-même à l'Intérieur pour entendre Sarkozy qui fait le point de la situation.

« Sur place, la discussion est bloquée, dit Sarkozy. Il veut libérer un enfant contre le reste de la rançon.

-- Pas question, répliqua Pasqua. Le reste contre tous les enfants. »

Nicolas Sarkozy repart alors à l'école avec sept millions débloqués par Matignon. H.B., qui croit avoir la totalité de la rançon, se met, scène surréaliste, à la compter avec l'institutrice qui distrait toujours les enfants. Il réclame pour les devises les cours exacts du mark et du dollars. Quand il s'aperçoit que le compte n'est pas bon, il traite alors Sarkozy de menteur et refuse de négocier plus avant avec lui. « Sarko » rétorque : « On ne m'a jamais parlé de la sorte. C'est le directeur de la Banque de France qui m'a menti. Il y aura des conséquences. » Dans la foulée il obtient la libération d'un petit enfant, le dernier. H.B. ne veut plus voir personne jusqu'à la remise totale de la rançon. La « distribution d'enfants » est terminée. Il garde six petites filles qu'il ne lâchera plus.

A l'Intérieur, certains se montrent alors favorables à une intervention en force.

A 2 heures du matin, Balladur propose de rester avec Pasqua pour prendre la décision. « Il ne faut pas, réplique le ministre de l'Intérieur, je suis là pour servir

de fusible si ça tourne mal. Je vous appelle dès que j'ai du nouveau. » Charles Pasqua contacte le chef du RAID, qui lui explique qu'en cas d'intervention il y a une chance sur deux de réussite avec « de la casse pour le RAID et un risque pour les enfants. »

Le ministre de l'Intérieur interroge tous ses collaborateurs, puis demande à rester seul un court instant. Il songe alors à la traditionnelle religion policière : gagner le plus de temps possible. « On n'intervient pas cette nuit », décide-t-il.

Les cauchemars de la nuit

A 3 heures du matin, l'institutrice sort avec des enveloppes remplies d'argent que H.B. offre aux familles « pour que les enfants puissent aller aux sports d'hiver ». Elle pleure. Elle ne comprend pas pourquoi la police ne paie pas. Les hommes du RAID la réconfortent. Elle a d'abord été assistée d'un médecin du SAMU, Catherine Farracci, et, depuis la fin de l'après-midi, c'est un médecin militaire des sapeurs-pompiers, Evelyne Lambert, incroyable de sang-froid, qui la seconde et lui soutient le moral.

Vers 5 heures, H.B. craque. Il parle à Evelyne d'euthanasie. Il ne veut pas d'une piqûre, mais d'une gélule, car il craint peut-être qu'on lui inocule, sans le tuer, le sida. Il pleure et prie. Mais il se reprend et passe un message au chef du RAID pour préparer sa fuite. Il fait renforcer au petit matin les tapisseries du mur par du ruban adhésif, car il entend du bruit dehors. Il ne parle plus de rançon. Il paraît en réalité totalement désorienté, ne veut même plus qu'on apporte le déjeuner aux enfants. Le risque semble extrême.

Le procureur dans la classe

En fin de matinée, Charles Pasqua, qui dirige les opérations, « au nom des troubles à l'ordre public », prend le procureur Pierre Lyon-Caen au téléphone. « Il ne reste plus que le préfet ou vous pour y aller. Le préfet, c'est la police. La justice doit prendre les choses en main. Allez-y et proposez-lui un marché. Ou il se rend tout de suite, et il aura la vie sauve, ou, s'il veut partir, nous l'escorterons dans une voiture. »

A 13 heures, alors que H.B. s'y oppose, Louis Bayon fait pénétrer le magistrat dans la classe. Le preneur d'otages réclame sa carte professionnelle, puis lui demande d'enlever du mur un dessin d'enfant représentant un château. Il est persuadé que le RAID a pratiqué un trou derrière pour l'abattre. Le procureur l'arrache, il n'y a rien. « Je commence à être fatigué », concède H.B. Pendant soixante-cinq minutes, il va discuter courtoisement des conditions de sa sortie, caressant au passage les cheveux des gosses qui jouent. Son autre main tient le détonateur et le voyant rouge est allumé. « Je suis dans un tunnel », avoue-t-il.

Vaines recherches

Pendant ce temps, plus de 60 policiers des brigades de la PJ, des RG, de la Direction centrale épluchent fébrilement toutes les informations qui arrivent pour tenter d'identifier H.B. L'impact serait considérable : on pourrait faire venir ses parents, sa femme. Une trentaine de pistes sont retenues. Parmi elles, plusieurs sont crédibles. Un ancien instituteur atteint du sida a quitté une école de Neuilly. Se vengerait-il ? Les hommes de la Crim retrouvent ses parents. Le malheureux est déjà décédé, sa mort n'était pas encore enregistrée à l'état civil. Une mère

signale qu'elle est sans nouvelles de son fils, malade mental, depuis trois jours. Elle est persuadée que c'est lui. La police le recupère. Les archives livrent le cas d'un fou qui avait tenté d'attaquer la classe d'une école avec un couteau. On retrouve sa grand-mère. Le malade vit avec ses parents, qui ne le quittent pas.

Une Ford stationnée devant l'école, immatriculée dans la Somme, est repérée. Son propriétaire, dont le nom commence par un H, est allé voir sa petite amie, dont l'initiale est B. Excitation. On les retrouve tous les deux sur une péniche amarrée sur la Seine. Déception. On fouille les fichiers d'hôpitaux psychiatriques, traquant les initiales H.B. ou B.H. On songe même aux symboles, paraît-il, de l'hémoglobine. Retour au sida. Rien. Absolument rien.

Les policiers, furieux, pataugent. « C'est impossible qu'on ne trouve pas », tempête Claude Cancès, le patron de la PJ parisienne. A 16 heures ce vendredi, il porte les derniers 40 millions de la rançon. Ils ont été récupérés à 23 h 30 par des hommes du SRPJ de Versailles à la Banque de France. Toute la nuit et toute la matinée, 30 policiers de la direction centrale de la PJ ont inscrit à la main les numéros des billets. Un travail de Titan.

Les trois énormes cantines bleues sont posées dans le couloir de l'école. Elles n'intéressent pratiquement plus H.B., qui est noyé sous l'argent. Toute la rançon sera récupérée, au centime près, y compris 30 000 francs laissés par H.B. dans un tiroir de la classe. Mais pour l'heure le preneur d'otages négocie sa sortie.

Sortira, sortira pas ?

H.B. veut partir avec deux parents et un enfant, qu'il n'a pas choisis au hasard. Il a demandé à consulter les dossiers scolaires des gamins pour connaître

la profession des parents. Un couple de faux parents composé de deux policiers, est volontaire pour l'accompagner. Mais le risque est beaucoup trop grand, estiment les responsables. « Si les enfants ne les reconnaissent pas, c'est la catastrophe. Pas question de le laisser partir avec un enfant. Mais laissez-le en libérer cinq, on verra après », ordonne Charles Pasqua.

H.B. réclame ensuite un pistolet. La réponse est oui, mais à une condition : qu'il déconnecte son système d'explosif. On lui propose même de le montrer à un spécialiste. Il accepte, puis se rétracte, exige un véhicule pour fuir avec deux otages qu'il choisira parmi des volontaires et le frère d'un des enfants. La sortie, d'abord prévue à minuit, est fixée ensuite à 4 heures du matin. Vient alors la demande la plus incroyable : H.B. veut un chauffeur de la police pour l'accompagner. Il craint que des malfaiteurs qui ont suivi l'affaire n'attaquent le convoi pour prendre l'argent. Cette fois, les policiers le croient vraiment fou, mais un fou très logique, très organisé dans son délire. Il a même fait placer l'après-midi une caméra vidéo dans la classe pour que les parents voient les enfants jouer, et prouver ainsi qu'il ne leur fait aucun mal.

H.B. répète au procureur : « Jusqu'ici, je n'ai rien fait », et lui demande de lui garantir sa vie.

-- Si vous sortez avec moi, vous ne risquez rien, jure sincèrement Lyon-Caen.

-- Mais après, en prison, si les bandits me tuent parce que je me suis attaqué à des enfants ?

-- Ça, je ne peux pas aller en prison avec vous, concède le magistrat. Je peux vous obtenir une cellule isolée. »

Lyon-Caen le sent prêt à fléchir. Il veut une carte de circulation officielle.

Au dernier moment, à 1 heure, H.B. refuse de déconnecter les explosifs. Il souhaite qu'on le laisse tranquille jusqu'au lendemain. Il se bourre de médicaments pour éviter de dormir. On retrouvera les boîtes vides autour de lui.

« Un truand, après avoir obtenu l'argent, aurait tenté le coup », commente un policier. Mais l'argent est-il vraiment l'objectif de H.B., qui vit toujours dans son jeu vidéo ? Un jeu dangereux ... Le command-car de la Préfecture, garé porte Maillot, revient à Neuilly. « Si ça saute et si les murs porteurs ne tiennent pas le coup, on va tous y passer », alerte un expert. Plus de 100 personnes sont dans l'école. Les parents dans la cour se comportent admirablement. Certains pères jouent au ballon pour tromper leur angoisse.

La décision

A 1 h 45, le procureur, exténué, retourne au PC autorités. « Il ne veut plus partir, rien à faire », confie-t-il au préfet et aux responsables de la police. « Cette fois, il faut intervenir, affirme le préfet, qui expose le plan du RAID. Deux équipes pénétreront dans la classe par la porte de la salle attenante. L'une d'elles essaiera de soustraire les enfants. Une autre, dite « de protection », surveillera H.B. On va tenter de l'endormir avec un somnifère placé dans son café. » Certes, H.B. fait goûter tous les liquides par le capitaine Lambert, qui est seule dans la salle de classe depuis la sortie, vers 1 heure du matin, de l'institutrice épuisée. Mais la jeune femme se fait fort d'arriver à lui faire passer, sans qu'il s'en aperçoive, le breuvage. Un plan de guerre est établi. Les détails sont minutieusement au point. Le procureur donne son feu vert et rentre chez lui pour dormir un peu. Pasqua est informé. Il réclame qu'on n'agisse pas sans son ordre

exprès. Il avertit à son tour Edouard Ballardur, qui lui dit de faire pour le mieux.

Dans la classe, à 3 h 30, le jeu continue. Pourquoi les lettres « H.B. » ? demande en devinette à Evelyne Lambert l'homme à la cagoule. Il la met sur la trace en lui montrant la dynamite. « Bombe » ... « Human Bomb », découvre la jeune femme, qui parle anglais et qui se souvient d'une chanson du groupe Téléphone. « Chapeau ! », ironise le preneur d'otages.

A 5 h 30, Bayon, le patron du RAID, rappelle Charles Pasqua, qui somnole sur le canapé de son bureau : « On peut tenter le coup dès que l'occasion se présente.

-- Allez-y, réplique le ministre de l'Intérieur. C'est à vous de déterminer le moment opportun. »

La fin

Toute la difficulté et le risque de l'opération consistent à savoir si H.B. dort vraiment. Il a craché un peu de son café « arrosé », apporté par le capitaine, parce qu'il lui trouvait un drôle de goût. Mais en a-t-il absorbé assez ? Impossible de savoir. Evelyne Lambert est parvenue à détourner la caméra destinée à surveiller les enfants. Ce qui a permis de voir de l'extérieur l'ombre de H.B. passer.

On l'observe maintenant couché sur un petit matelas rouge qu'il a remonté à moitié contre le mur. A plusieurs reprises, le médecin-capitaine croit qu'il dort, mais il s'agite dès qu'elle bouge. Sa hantise : qu'il fasse semblant. Et qu'au moment ultime il fasse tout sauter quand les hommes du RAID entreront. Des moments qui comptent dans la vie de cette jeune femme.

H.B. semble enfin profondément endormi. Evelyne Lambert fait du bruit,

s'approche. Il ne bouge pas. Alors, soldat courageux, elle applique le plan. Elle fait allonger les enfants qui dorment le long de la paroi en les recouvrant de matelas. A ceux qui se réveillent, elle parle du jeu de la tortue. Un jouet tombe, H.B. ne remue pas. Elle déblaie le passage devant la porte d'accès à la salle et enfin, devant la caméra, déboutonne le premier bouton de sa blouse, le signal de l'assaut.

En un instant, huit fantômes noirs pénètrent dans la pièce. Six se précipitent sur les enfants pour les sortir, deux braquent H.B., qui bouge alors la tête. Sa main est près du détonateur. Les consignes sont formelles : aucun risque ... Trois balles sont tirées de deux armes, toutes dans la tempe gauche. La mort est instantanée en un sursaut. L'opération n'a pas duré trois secondes. Les enfants sont entraînés dehors par les hommes du RAID fous de joie de les rendre à leurs parents.

Les artificiers se précipitent dans la classe pour neutraliser les explosifs. Charles Pasqua, qui est en train de se raser, est informé de la réussite de l'intervention. Dans le portefeuille de H.B., les policiers découvrent ce qu'ils ont cherché en vain depuis trois jours : une carte d'identité et un permis de conduire au nom d'Eric Schmitt.

« Si on avait pu, plaide un policier du RAID, on l'aurait laissé seul dans la classe avec ses explosifs. Alors, libre à lui de se faire sauter ou de se rendre. Il a choisi lui-même la fin de son jeu absurde ».

JEAN-MARIE PONTAUT avec JEAN-LOUP REVERIER

Le Point N° 1018 5 – 11 juin 1993

Vocabulaire

un otage	人质
Neuilly	纳伊（巴黎西郊一地名）
être bardé de	être couvert de
l'épilogue n.m.	ce qui termine une aventure, une histoire
n'en pas revenir	être profondément surpris
pénétrer en trombe	象龙卷风似地突然进来
une casque intégral	全盔
braquer qn.	mettre qn. en joue
le ministre de l'Intérieur	内政部长
les sévices n.m.pl.	mauvais traitement exercés sur une personne
le prélèvement sanguin	抽血
le débit	流量, 排出量
revendiquer v.t.	assumer pleinement la responsabilité de
le RAID	特警队
le sas	筛
le QG (quartier général)	司令部
le PC (poste de commandement)	指挥所
le préfet	省长
la PJ-PP (police judiciaire – police parisienne)	司法警察—巴黎警察
le ministre du Budget	预算部长
un hôpital de secours	救护医院

une unité de réanimation	救生部队
la rançon	赎金
la coupure	小额纸币
le mark	(德国) 马克
le florin	(荷兰) 盾
faire la navette	aller et venir continuellement entre deux lieux déterminés
faire l'appoint	compléter une somme donnée en billets avec la menue monnaie
le fond de tiroir	ultimes ressources dont on dispose
jouer sur qn.	chercher à tirer parti de
l'attaché de presse	新闻专员
le déclencheur	起动装置
visualiser	使可见, 目测
la dynamite	炸药
mettre en marche	faire fonctionner
le bouton	按钮, 旋钮
le détonateur	引爆器
perturber qn.	lui causer un trouble moral
TF1 (Télévision Française 1)	法国电视一台
servir de monnaie d'échange	être utilisé comme moyen d'échange dans un négociation
s'en sortir	venir à bout d'une situation pénible, embarrassante